

à propos

Le magazine de
KOFF pour la
promotion de la paix



Amérique centrale: résister aux obstacles croissants à la paix

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Guatemala – pays de l'éternelle impunité?

2

dossier

Mobilisation pour les droits LGBTI+ au Honduras

Associer la culture de la paix à la formation professionnelle

Valoriser l'égalité des sexes au sein des institutions de sécurité

Construire la paix lorsque les espaces de dialogue sont réduits

Une présence internationale pour répondre au postulat des OSC honduriennes

3

pour aller plus loin

Mesurer la paix en Amérique centrale

4

actualité

swissaid lance la campagne «Semons le changement»

swisspeace launches a new online course

Nouveau bulletin facing PEACE sur le Nicaragua

5

calendrier

Evénements

editorial

La pauvreté, les inégalités, l'injustice sociale, la répression étatique, le crime organisé et le trafic de drogue alimentent la violence en Amérique centrale. Ces dernières années, la situation sécuritaire dans la région s'est détériorée, poussant 378 000 migrant-e-s à se diriger vers le nord chaque année, selon un rapport de l'ONU.

Dans ce contexte, les organisations humanitaires, de développement, de paix et des droits de l'homme apportent un soutien crucial aux organisations locales de la société civile et à la population en général. Toutefois, les membres de KOFF signalent dans ce numéro d'à propos que la montée de l'autoritarisme et de la corruption dans la région, notamment au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, compromet leur travail.

Néanmoins, avec leurs partenaires locaux, ils-elles s'engagent à s'attaquer aux obstacles croissants à la paix, malgré la diminution des canaux de dialogue et des marges de manœuvre qui sont si essentiels à leur travail.

Bonne lecture!

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix « à propos ». Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteur-e-s et non celles de KOFF ou de swisspeace.

Guatemala - pays de l'éternelle impunité?



Shalom de León/Unsplash

Le Guatemala – «pays de l'éternel printemps», «pays de l'éternelle impunité», c'est ainsi que l'avocat Ramón Cadena l'a qualifié dans une chronique publiée en février sous le titre *Domages irréparables au système judiciaire* et qui traitait de la dernière offensive de l'élite au pouvoir. Parmi les ancien-ne-s collaborat-eur-ice-s du Fiscalía Especial contra la Impunidad, FECI (Parquet contre l'impunité) et de la Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala, CICIG (Commission internationale contre l'impunité au Guatemala) dissoute en 2019, plusieurs personnes ont été arrêtées en février, certaines ont reçu des mandats d'arrêt tandis que d'autres ont choisi l'exil.

Ces dernières attaques suivent un modèle d'intimidation et de persécution de tou-te-s celles et ceux qui luttent contre l'impunité dans le pays. Les élites au pouvoir le mettent en avant afin de garantir leurs propres intérêts, ainsi que la cooptation des institutions publiques. Ce «pacte des corrompus», nom donné à cette élite par les médias, inclut des familles d'oligarques, des entrepreneu-r-se-s, haut-e-s fonctionnaires et le crime organisé. La procureure générale María Consuelo Porras joue également un rôle actif dans la persécution des défenseurs et défenseuses indépendant-e-s de la justice.

Les effets de cette institutionnalisation – désormais pratiquement complète – de la corruption et de l'impunité constituent une menace très importante pour le peuple guatémaltèque. En janvier, le président Giammattei a annoncé une «croissance économique historique de 7,5%» pour 2021, qui ne s'est pas traduite par une réduction de la pauvreté ou de l'émigration. La crise de la Covid-19 a frappé le pays de plein fouet: le

Guatemala enregistre le plus grand nombre de décès dus au Covid en Amérique centrale. Pendant un certain temps, il y eut une pénurie de vaccins puis un scandale a éclaté sur le sort de 80 millions de dollars américains attribués à une commande de vaccins Spoutnik. En 2020, quelques semaines après la première infection, une crise alimentaire est venue s'ajouter à la saturation du système de santé. La fermeture des marchés et d'autres mesures liées au Covid ont eu des conséquences dramatiques pour la population, dont 70% travaillent dans le secteur informel. En 2020, des milliers de personnes ont accroché des drapeaux blancs pour indiquer qu'elles souffraient de la faim. La crise alimentaire n'a pas été déclenchée mais aggravée par la pandémie. Avant cela, le Guatemala avait déjà le sixième taux le plus élevé au monde de malnutrition chronique chez les enfants, avec un enfant sur deux sous-alimenté. Outre le changement climatique, la gouvernance discriminatoire et la corruption en sont les causes principales. En novembre 2020, les tempêtes tropicales Eta et Iota ont également dévasté certaines parties du pays, amplifiant la crise humanitaire.

Alejandro Giammattei, avec un taux de popularité de 24% à mi-mandat, est peu apprécié. Cela n'est pas seulement dû à l'échec de son gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire et à son implication présumée dans des scandales de corruption, mais aussi aux nombreux états d'urgence imposés et au non-respect des droits des personnes indigènes.

La sécurité ainsi que les droits des femmes et des personnes qui luttent pour la protection de l'environnement sont pour le moins précaire. 652 femmes ont été assassinées en 2021. Les nombreuses attaques contre les défenseur·e·s des droits humains ont fait 11 victimes. À cela s'ajoutent les agressions contre les juges et les médias indépendants.

Dans ce contexte, le travail de nos organisations partenaires devient de plus en plus difficile. D'une part, la population cible d'Action de Carême, indigène et rurale, est particulièrement touchée par les problèmes décrits. En 2020 et 2021, nous avons dû soutenir d'urgence nos organisations partenaires affectées par les mesures contre le Covid et les tempêtes tropicales à travers des projets d'aide. D'autre part, le travail politique devient de plus en plus dangereux. Notre partenaire Codeca est particulièrement exposé: depuis 2018, 23 de ses membres ont été assassiné·e·s.

Créée en 2006 par un accord entre l'ONU et le Guatemala, la CICIG, incarnait un espoir de justice pour de nombreux Guatémaltèques. Pendant 12 ans, la commission cofinancée par la Suisse a réalisé des progrès en matière de traitement des crimes et a provoqué plusieurs «séismes politiques», notamment en 2015 avec l'arrestation de l'ancien président Otto Pérez Molina et de la vice-présidente Roxana Baldetti pour leur implication dans un réseau de corruption. Les élites au pouvoir se sont rendu compte que la CICIG et la FECCI pouvaient également leur nuire et ont commencé à œuvrer activement à l'affaiblissement des règles démocratiques et, à partir de 2017/2018, à isoler le pays de la politique internationale. En 2019, le président Jimmy Morales, contre lequel la CICIG avait lancé une procédure pour financement illégal de sa campagne électorale, a mis fin du jour au lendemain au mandat avec l'ONU.

La FECCI de Juan Francisco Sandoval, les juges indépendants, le Procurador de los Derechos Humanos, PDH (bureau du défenseur des droits humains) de Jordán Rodas et la Cour constitutionnelle symbolisaient, par leur action indépendante, l'espérance d'un système de justice au niveau national. Mais les attaques contre tou·te·s ces act·eur·ice·s se sont

intensifiées après la fermeture de la CICIG. Outre les menaces directes, les plaintes pénales indéfendables sont un moyen efficace d'entraver leur travail, de même que leur destitution. En avril 2021, seuls des juges servant les élites au pouvoir ont été nommé-e-s à la Cour constitutionnelle. La nouvelle cour a rejeté les plaintes contre la loi controversée sur les ONG, qui a pu entrer en vigueur et qui permet au gouvernement d'interdire les ONG si elles «troublent l'ordre public». En juillet, le chef de la FECI, Juan Francisco Sandoval, a été limogé et un mandat d'arrêt a été prononcé contre lui. Il vit actuellement en exil comme de nombreux autres défenseurs et défenseuses de la justice persécuté-e-s. L'activiste Jordán Rodas est toujours en fonction, mais son mandat prend fin en août, date à laquelle cette dernière institution de défense des droits humains sera probablement mise au pas.

Le mandat de la procureure générale María Consuelo Porras arrive également à échéance cette année. Les espoirs de voir l'État de droit rétabli avec l'élection de son·sa successeur sont cependant minces. Les candidat·es indépendant·es ont déjà été exclu·e-s du processus de sélection par des décisions discutables des plus hautes juridictions. À chaque étape de la destruction des institutions démocratiques, il devient de plus en plus difficile de renverser la situation. 2023 est une année d'élections. La question est de savoir si la société civile, malgré une marge de manœuvre limitée et une lutte quotidienne pour survivre, est en mesure d'amorcer une transformation ou si le «pacte» commence à s'effriter. Cela pourrait, par exemple, se produire si les intérêts économiques sont menacés par la situation sécuritaire défavorable ou les sanctions internationales. Beaucoup craignent que l'Etat autoritaire réussisse à se consolider sur le long terme et que la répression continue de s'intensifier. Les souvenirs de l'époque sombre du conflit armé guatémaltèque ont ressurgi depuis longtemps.

Action de Carême

Flurina Doppler

doppler@fastenaktion.ch

Chargée de programme Guatemala a.i.

links

- [Action de Carême - Guatemala](#)

dossier

Mobilisation pour les droits LGBTI+ au Honduras



Membres de l'organisation Arcoiris à Tegucigalpa, Honduras. PBI

En Amérique centrale, les personnes LGBTI+ comptent parmi les communautés les plus exposées aux crimes de haine. Au Honduras, par exemple, 388 personnes LGBTI+ sont été violemment assassinées entre 2009 et 2022. Malgré les risques importants, de nombreu-x-ses activistes se mobilisent pour défendre les droits de la communauté dans le pays, encouragé-e-s par le changement de gouvernement en novembre dernier.

Pas moins de sept personnes appartenant à la communauté LGBTI+ ont été assassinées cette année au Honduras. Parmi elles, Thalía Rodríguez, une femme transgenre qui se battait depuis plus de 20 ans pour la défense des droits humains et en particulier pour les droits de la communauté LGBTI+. Le 10 janvier 2022, elle a été tuée par balle à son domicile de Tegucigalpa.

Le Honduras enregistre l'un des taux les plus élevés au monde de crimes de haine contre des personnes LGBTI+ , qui dans 90% des cas restent impunis. Selon le collectif « Cattrachas Lesbian Network », 388 décès violents ont été enregistrés entre 2009 et 2021. La situation est particulièrement préoccupante pour les femmes transgenres. Au cours des dix dernières années, plus de 120 meurtres de femmes transgenres ont été recensés et leur espérance de vie n'excède pas 35 ans. Par ailleurs, au Honduras, il n'existe pas de loi sur le changement de sexe ou de nom. Le mariage et l'adoption sont interdits pour les couples de

même sexe.

De nombreuses personnes LGBTI+ fuient donc vers les États-Unis, même si le trajet est particulièrement dangereux pour elles. A la frontière mexicaine, demander l'asile aux États-Unis n'offre pas la garantie de meilleures conditions de vie. Si les membres de la communauté LGBTI+ ne représentent que 0,14% des personnes placées en rétention par les services d'immigration et des douanes aux États-Unis, 12% des violences sexuelles et physiques enregistrées dans les centres de rétention à la frontière américano-mexicaine visent ce groupe, selon Humans Rights Campaign.

Au Honduras, Peace Brigades International (PBI) accompagne les organisations LGBTI+ Arcoíris et Somos CDC en offrant à leurs membres une protection non armée et en menant des activités de plaidoyer et de sensibilisation. Ce sont des équipes internationales de volontaires qui assurent le soutien de ces organisations, avec pour objectif de prévenir les attaques contre les défenseur·r·se·s des droits humains et d'élargir ainsi leur champ d'action. Esdra Sosa d'Arcoíris témoigne : « Nous apprécions beaucoup l'aide de PBI, car leur présence nous rend visible au niveau personnel et institutionnel et permet de mettre en lumière la réalité des LGBTI+ au Honduras ». Les deux organisations œuvrent à la défense des droits de la communauté LGBT+ par le biais de propositions de lois, de conseils juridiques, de diffusion d'informations et d'ateliers.

Le changement du gouvernement hondurien du 28 novembre 2021 fait naître l'espoir d'un avenir meilleur pour la communauté LGBTI+, dans lequel ses droits seront respectés et des crimes comme le meurtre de Thalía Rodríguez ne resteront pas impunis.

[Peace Brigades International \(PBI\) Schweiz](#)

Isabel Sierra

info@peacebrigades.ch

Assistante communication

links

- [Arcoíris](#)
- [Somos CDC](#)
- [publication PBI: "En búsqueda de una protección integral para la diversidad sexual en Honduras abriendo espacios para la paz"](#)
- [Article PBI: "Obligadas a huir y a volver a Honduras"](#)
- [Article PBI: "Mesa de Acceso a la Justicia LGTB, contra la discriminación y la impunidad"](#)
- [Elperiodico.com: "Tirotean a una activista y mujer transexual en Honduras"](#)

dossier

Associer la culture de la paix à la formation professionnelle



Apprentis du projet Vista Hermosa lors d'un cours sur la prévention de la violence et la résolution des conflits. Brücke · Le pont

Brücke · Le pont favorise l'accès à la formation professionnelle et à un travail digne pour les jeunes victimes de violence au Salvador. Le programme est axé sur l'autonomisation globale des jeunes, en tenant compte de leur situation difficile et en leur transmettant une culture de la non-violence.

«Compte tenu du contexte de violence, de pauvreté et de chômage des jeunes, nos projets de formation professionnelle sont confrontés à des défis particuliers au Salvador», explique Bruno Essig, responsable de programme pour l'Amérique centrale chez Brücke · Le pont. Ces dernières années, on a pu constater que de nombreux jeunes ne savaient pas ce qu'ils souhaitaient accomplir dans leur vie et quelles voies leur étaient ouvertes. «La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver le phénomène.»

Brücke · Le pont mise donc sur l'autonomisation globale des jeunes. Son projet Vista Hermosa, par exemple, vise à aider 800 jeunes de l'agglomération de San Salvador à achever une formation professionnelle, à renforcer leur confiance en soi et en leurs compétences sociales et à trouver un emploi offrant des conditions de travail dignes. À cet effet, l'organisation fournit également des places d'apprentissage dans des entreprises.

Un projet de vie non violent

Avant de commencer leur formation professionnelle, les participant·e·s élaborent ce que l'on appelle un projet de vie (en espagnol «proyecto de vida»): ils-elles assistent à un cours de 100 heures pendant lequel ils évaluent leurs points forts et leurs intérêts et développent des objectifs concrets pour leur avenir professionnel et personnel. Les enseignant·e·s attachent une grande importance à ce que les jeunes associent leurs expériences à ce processus et apprennent à remettre en question leurs comportements personnels et sociaux. Le cours encourage l'égalité des sexes et comprend des modules sur les méthodes de prévention de la violence et de promotion de la paix, la santé sexuelle ainsi que le choix d'une profession, la planification de carrière et les droits du travail. L'objectif est de permettre aux jeunes d'avoir plus confiance en eux-mêmes, de faire valoir leurs droits et de choisir une formation qui les intéresse à long terme.

Un soutien psychologique

L'élaboration du *proyecto de vida* implique que les jeunes se penchent de manière approfondie sur leur personnalité et leur situation. La plupart d'entre eux ayant vécu des expériences difficiles telles que la pauvreté, la violence domestique, la violence entre gangs ou l'expulsion, cette réflexion peut s'avérer très douloureuse. Un accompagnement psychologique est ainsi assuré tout au long du processus, sous la forme d'un suivi individuel ou de groupe. L'ensemble du personnel chargé du projet et de l'enseignement suit, en outre, régulièrement des formations continues sur les droits humains, l'égalité des sexes, la prévention de la violence et la promotion de la paix.

Des lieux de travail non discriminatoires

De plus, l'organisation partenaire locale de Brücke · Le pont forme les entreprises aux mesures à prendre pour créer des emplois non discriminatoires et gère un observatoire des droits du travail des jeunes. Celui-ci recense les violations du droit du travail, publie des rapports à ce sujet, développe des revendications concrètes pour développer une meilleure protection juridique des jeunes travailleurs et travailleuses, oriente les personnes concernées vers les autorités et les interlocuteur·rice·s compétent·e·s et met en place ses propres offres de prise en charge. Le projet Vista Hermosa contribue ainsi à la création d'espaces de travail et de vie non violents et non discriminatoires pour les jeunes Salvadorien·nes.

[Brücke · Le pont](#)

Fabienne Jacomet

fabienne.jacomet@bruecke-lepont.ch

Communication et politique de développement

links

- [projet Vista Hermosa de Brücke · Le pont](#)
- [Cultura de paz, Brücke · Le pont](#)

dossier

Valoriser l'égalité des sexes au sein des institutions de sécurité



Lancement du projet pilote de mentorat de la police au Honduras 2021. David Alvarado/DCAF

Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF, s'engage pour des institutions de sécurité responsables et efficaces contribuant à la paix et à la sécurité. L'organisation soutient les institutions dans les zones de conflit et les États fragiles dans leurs efforts de réformer le secteur de la sécurité pour une meilleure gouvernance de ce dernier.

L'unité pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC) créée en 2017 est l'une des unités du DCAF qui se développe le plus rapidement chaque année, car cette région fait de plus en plus souvent appel à son expertise, ses connaissances et à sa méthodologie de travail spécifique. Elle travaille désormais au Honduras, au Chili et en Colombie et se spécialise dans des projets ciblant les forces de police, l'égalité des sexes, la surveillance des médias, la police communautaire, la surveillance législative, le changement climatique et la sécurité qui réunissent les institutions de sécurité et la communauté pour renforcer la consolidation de la paix.

Il est aujourd'hui unanimement reconnu que l'égalité des sexes est très importante dans les efforts de réforme du secteur de la sécurité, car la police est le reflet de la société. Après tout, si la police est le public et le public est la police, comme l'énoncent les principes peeliens, il est essentiel de valoriser l'égalité des sexes au sein des institutions de sécurité. Montrer l'exemple est primordial, et aucune instance ne peut prétendre soutenir cette notion si ses propres rangs ne sont pas mis en ordre. Les agent·e·s de police du Honduras sont en premier lieu des Hondurien·ne·s et en second lieu des membres des forces de l'ordre et devraient être considéré·e·s sur le même pied d'égalité que toutes et tous les autres membres de la communauté au sens large.

La police nationale a récemment mis en œuvre l'auto-évaluation de l'égalité des sexes de DCAF, un guide méthodologique déjà été implémenté dans plusieurs pays afin de mieux comprendre la transformation nécessaire à l'amélioration de l'égalité des sexes au sein des institutions de sécurité. Les dirigeant·e·s de la police hondurienne se sont montré·e·s ouvert·e·s à cette autoréflexion, comprenant l'importance de cette question, d'autant plus que le pourcentage de femmes dans la police est relativement élevé au Honduras (21%, n=3201 agent·e·s).

L'élection de la première femme présidente du Honduras, Xiomara Castro, aura sans aucun doute un impact positif sur la priorité accordée à l'égalité des sexes. Lors de son discours d'investiture du 27 janvier 2022, elle a clairement inscrit l'égalité des sexes au rang des priorités politiques. Une femme présidente est un symbole qui n'est pas passé inaperçu auprès des institutions et de leurs dirigeant·e·s qui sont désormais sous ses ordres.

Le maintien de l'ordre offre une carrière stable à long terme et une indépendance économique aux Honduriennes, qui font également preuve de leadership et montrent aux femmes et aux filles que leurs droits et leurs besoins sont tout aussi importants. Au niveau international, des progrès restent à faire en matière d'égalité des sexes dans le maintien de l'ordre, car à l'origine, cette fonction était assurée par des hommes et pour des hommes dans presque tous les pays. Mais l'augmentation du nombre de femmes dans les services de police et à des postes de direction clés est un pas dans la bonne direction. Elle peut contribuer à ouvrir la voie à d'autres avancées, comme celle mise en place par la police hondurienne nationale, visant à auto-évaluer l'égalité des sexes.

links

- [DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance](#)
- [Informations sur les principes peeliens \(en\)](#)
- [Rapport de la police nationale hondurienne: "Más de 3,200 femininas forman parte de la carrera policial" \(es\)](#)

dossier

Construire la paix lorsque les espaces de dialogue sont réduits



Juillet 2021, El Salvador. Patricia Carron/Eirene Suisse

Eirene Suisse est une organisation de promotion de la paix, dont le cœur de métier est l'envoi de volontaires suisses qualifié-e-s pour soutenir les actions d'organisations de la société civile. En Amérique centrale, Eirene Suisse est active au Salvador, au Nicaragua et en Haïti où elle soutient des initiatives de paix.

Dans la conception d'Eirene Suisse, la notion de paix est considérée comme une recherche permanente et non un aboutissement absolu : le conflit n'est pas l'opposé de la paix car il existe dans toutes les sociétés humaines et il est même la caractéristique principale de la démocratie. Vivre en démocratie signifie en effet être en permanence dans le désaccord, le débat, la contradiction, les pensées multiples. La violence, en revanche, s'exprime souvent en situation de faiblesse et d'impuissance, lorsqu'aucune confrontation de points de vue n'est possible. Le conflit, débarrassé de la violence et de la haine, peut devenir constructif, créateur de liens et de valeurs communes. C'est ce qu'Eirene Suisse cherche à favoriser avec son objectif de paix constructrice (programme quadriennal 2013-2016 d'Eirene Suisse).

L'organisation constate un rétrécissement des espaces de débats et de dialogue constructifs en Amérique centrale. Au Nicaragua, en 2020, une loi permettant un contrôle

rigoureux des organisations de la société civile et des personnes recevant des financements internationaux a été adoptée. En novembre 2021, le président salvadorien a annoncé vouloir prendre les mêmes mesures de contrôle qu'au Nicaragua, ce qui laisse présager un renforcement du climat de méfiance, déjà présent, envers les organisations de la société civile.

En Haïti, la situation sécuritaire s'est encore dégradée, avec comme point culminant l'assassinat du Président haïtien Jovenel Moïse en juillet 2021. Depuis de nombreuses années, on fait état d'attaques violentes dont des assassinats contre des défenseurs et défenseuses des droits humains et des journalistes. Nos partenaires évoluent dans un contexte très tendu où les gangs font la loi, notamment dans la capitale et sur les grands axes qui y mènent. Les kidnappings sont monnaie courante et sont une de leurs principales sources de revenu. Dans ce contexte, la violence et l'insécurité quotidienne prévalent au détriment de toute forme d'échange constructif, entravant l'exercice de la démocratie.

Nonobstant, avec ses partenaires locaux, Eirene Suisse lutte pour maintenir ouverts les interstices de dialogue restants essentiels à construction de la paix.

[Eirene Suisse](#)

Patricia Carron

patricia.carron@eirenesuisse.ch

Coordinatrice du programme Amérique centrale et Caraïbes

links

- [Eirene Suisse](#)
- [Loi sur la réglementation des organismes étrangers au Nicaragua \(esp\)](#)

dossier

Une présence internationale pour répondre au postulat des OSC honduriennes



Carli Jeen/Unsplash

À l'occasion du processus d'apprentissage commun de Peace Watch Switzerland (PWS), de l'Entraide Protestante Suisse (EPER) et de KOFF lancé en 2016, les organisations de la société civile honduriennes ont clairement formulé leurs attentes : il faut donner davantage de poids aux actions de la société civile locale par le biais d'une présence et d'une prise de position internationale explicite sur les violations des droits humains commises par le gouvernement. Il s'agit là de l'un des rares leviers permettant de se faire entendre sur le « développement » imposé au pays : la participation des personnes impliquées à un modèle de développement qui consiste à exploiter des ressources naturelles par le biais d'investissements maximisant les profits, ce modèle étant imposé par une élite corrompue et liée au crime organisé, par des mesures d'intimidation, de criminalisation et de répression.

Début 2018, PWS a lancé le programme d'observation et d'accompagnement international des droits humains au Honduras. Il s'agit là de la réponse de PWS au postulat de l'OSC hondurienne.

PWS est physiquement présente dans les communautés rurales qui luttent contre les projets d'investissement affectant leur espace de vie. L'organisation accompagne les membres de ces communautés au quotidien, dans leurs démarches administratives, dans la formulation de leurs revendications ou dans leurs actions en justice. Elle crée ainsi un certain climat de confiance au sein des communautés. La proportion d'accompagnements judiciaires a plus que doublé au cours des dernières années. Les parties au procès, les juges et les avocat-e-s confirment que la présence physique de PWS au tribunal facilite le travail de la justice, favorisant ainsi une plus grande transparence juridique.

PWS documente ses observations et constitue une banque de données empiriques. A l'aide de différents cas concrets – PWS accompagne actuellement neuf communautés – l'organisation établit un état des mécanismes courants de violations du droit et des droits de l'homme contre une population civile rurale qui revendique la cogestion de son espace de vie. La présence physique et la documentation sur le long terme permettent à PWS d'être étroitement liée aux différents processus et de les rapporter avec précision.

En fin de compte, PWS fait partie d'un réseau d'acteur-ric-e-s qui, à différents niveaux, renforcent l'action de la société civile par un accompagnement international. Dans les cas critiques, l'organisation s'adresse aux acteur-ric-e-s stratégiques afin qu'ils puissent intervenir sur la base de leur documentation. Ainsi, en octobre 2020, PWS a rapporté que des leader-e-s d'une communauté qu'elle accompagne ont été victimes d'une série d'agressions et de menaces violentes, a informé la plateforme des OING et la DDC. La DDC a transmis ces informations, de sorte que PWS et les victimes puissent être invitées à une audition lors de la prochaine réunion en présence des représentations gouvernementales internationales et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Honduras. Le soutien de tel-le-s acteur-ric-e-s disposant d'une latitude bien supérieure à celle de PWS renforce son action protectrice à la fois pour elle et ceux qu'elle accompagne et pour elle-même en tant qu'institution exposée.

Par l'encadrement consulaire de ses intervenant-e-s suisses, la DDC est un partenaire stratégique important pour PWS. Cette coopération étroite permet un échange permanent entre la DDC et PWS. A de nombreuses reprises, la DDC a pu accorder à PWS un accès décisif à la plate-forme des représentations gouvernementales internationales et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Honduras. La fin de ce partenariat après 2024 constituera une perte importante pour nous et nos partenaires.

[Peace Watch International](#)

Marianne Widmer

marianne.widmer@peacewatch.ch

Chargée de programme Honduras

[links](#)

- [Peace Watch Switzerland](#)

- Processus d'apprentissage commun de 2016 sur les droits de l'homme et l'espace de la société civile

pour aller plus loin

Mesurer la paix en Amérique centrale



Femmes montant à bord d'une lancha au lac Atitlán au Guatemala. Robin Canfield/Unsplash

Selon la dernière édition de l'Indice Mondial de la Paix (IMP) de l'Institut pour l'Économie et la paix (IEP), la paix a légèrement reculé en Amérique centrale et dans les Caraïbes, baissant de 0,75 % en moyenne. Dans cette région, le score s'est détérioré dans les trois domaines de l'IMP, à savoir la *Sûreté et la sécurité de la communauté*, les *Conflits internes et externes persistants* et le *Niveau de militarisation de l'état*, ce dernier domaine ayant connu la plus forte détérioration.

Le Costa Rica reste le pays le plus pacifique de la région et se classe au 39ème rang de l'IMP 2021, sur 163 pays. Toutefois, le niveau de la paix y a baissé au cours de l'année écoulée, en raison de l'augmentation de l'impact du terrorisme, de la hausse des dépenses militaires et de son plus faible engagement dans le financement des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU.

Le Honduras a enregistré la plus forte détérioration de l'IMP dans la région et la troisième plus forte de l'IMP mondial en 2021. Le changement le plus significatif s'est produit dans le domaine des *Conflits persistants*, en raison de l'intensification des conflits internes et de l'augmentation du nombre de décès qui en résultent, en particulier lors du tout premier massacre lié au crime organisé dans une prison pour femmes.

Bien que le Nicaragua soit le deuxième pays le moins pacifique de la région, le pays a

enregistré la plus forte augmentation du niveau de paix en Amérique centrale. La diminution du niveau de terrorisme, de la perception de la criminalité et du nombre de décès dus aux conflits internes a permis de faire progresser son score global de 3,13 %. Cependant, si le pays a enregistré des améliorations dans les domaines de la *Sûreté et de la sécurité et des Conflits persistants*, des inquiétudes ont été exprimées quant à la montée de l'autoritarisme politique. La *Militarisation* du Nicaragua a également progressé, l'indicateur des importations d'armes s'étant dégradé de près de 23 %.

Paix négative et paix positive

Si l'IMP répond à la question « Quels sont les pays les plus pacifiques ? », il ne suffit pas à expliquer pourquoi certaines sociétés sont plus pacifiques que d'autres, ni les mécanismes sociétaux qui favorisent la paix.

Les huit piliers interconnectés de la paix positive désignent les attitudes, les institutions et les structures qui créent et maintiennent des sociétés pacifiques et définissent des objectifs clairs vers lesquels un système doit évoluer. La paix positive étant par nature systémique, les progrès dans ce domaine non seulement renforcent la paix mais sont également associés à de nombreuses autres notions que nous considérons comme souhaitables, telles qu'une croissance plus élevée du PIB, des mesures favorisant le bien-être, la résilience et davantage d'harmonie au sein de la société. Les projets de consolidation de la paix et de développement devraient favoriser la progression du système vers des niveaux plus élevés de paix positive, sans entraîner de changement radical, qui risque de déchirer le tissu social.

Dans le classement de l'Indice de Paix Positive (IPP) 2022 de l'IEP, le Costa Rica occupe la 39ème place, le Honduras la 107ème, le Nicaragua 109ème et le Guatemala la 121ème. Dans l'ensemble, cependant, l'Amérique centrale et les Caraïbes ont vu leur indice progresser de 2,7 % depuis 2009. Cela résulte d'une amélioration substantielle des piliers « Libre circulation de l'information », « Acceptation des droits universels » et « Bonnes relations avec ses voisins ». Les piliers « Faibles niveaux de corruption » et « Bon fonctionnement du gouvernement » sont les seuls à s'être dégradés entre 2009 et 2020.

Mesurer la paix, et la paix positive en particulier, nous permet d'illustrer avec des données ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et les domaines dans lesquels nous sommes le plus à même d'orienter les ressources pour créer les conditions nécessaires à la construction de sociétés plus pacifiques et plus résilientes.

[Institute for Economics and Peace](#)

Steve Killelea

info@economicsandpeace.org

Fondateur et président exécutif

links

- [Institute for Economics and Peace](#)
- [Indice mondial de la paix](#)
- [Indice de paix positive](#)

actualité

swissaid lance la campagne «Semons le changement»



SWISSAID lance une nouvelle campagne en faveur de la biodiversité et des droits des paysan-ne-s de l'hémisphère Sud. Pour qu'ils et elles puissent librement conserver, échanger, réutiliser des semences. Pour dire stop à la disparition de multiples variétés végétales. Pour mettre un terme au monopole des industries semencières: «Semons le changement».

[swissaid](#)

links

- [Campagne «Semons le changement»](#)

actualité

swispeace lance un nouveau cours en ligne



Quelles opportunités et défis la technologie numérique apporte-t-elle à la promotion de la paix ? Comment la compréhension des espaces numériques peut-elle améliorer votre travail de promotion de la paix ?

Participez au nouveau cours « Digital Peacebuilding in Theory & Practice » et apprenez à utiliser les outils numériques dans le cadre des programmes de paix, à comprendre les moteurs de conflits numériques et à discuter des recommandations politiques ainsi que des futures tendances à observer dans ce domaine.

Organisé en collaboration avec l'Université de Bâle, ce cours se déroulera en ligne, sur six demi-journées :

- du mercredi 22 au vendredi 24 juin 2022
- du mercredi 29 juin au vendredi 1er juillet 2022

links

- [Détails et candidature](#)

actualité

Nouveau bulletin facing PEACE sur le Nicaragua



En décembre 2021, Juan Carlos Arce du Nicaragua a fait une tournée en Europe pour attirer l'attention sur la situation difficile des droits humains dans son pays. Il décrit la répression étatique au Nicaragua et le défi de s'engager pour la paix et les droits de l'homme depuis son exil au Costa Rica. Le témoignage de Juan Carlos Arce est complété par des citations et des portraits de huit autres "défenseur-r-se-s" des droits de l'homme exilés au Costa Rica.

Peace Brigades International (PBI) Schweiz

links

- [Téléchargez the bulletin](#)

calendrier

Événements

NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Retrouvez les informations et événements relatifs à la plateforme KOFF et ses organisations membres sur notre [page web](#).

ÉVÈNEMENT PUBLIC AVEC APERO – LA SUISSE ET SES NOUVEAUX GRANDS VOISINS (en allemand)

Groupe NHG Berne

05 avril, 18:15 à Schmiedstube, Schmiedenpl. 5, 3011 Berne

Les paramètres de la géopolitique, de la sécurité et de la paix ont évolué depuis la chute du mur de Berlin. Face à la guerre actuelle de la Russie en Ukraine, ils sont soumis à une réévaluation politique en Suisse, en Europe et dans le monde entier. Le discours public est également marqué par de nombreuses revendications en faveur d'une politique de sécurité plus globale, d'une redéfinition des capacités militaires ou d'un désir d'autosuffisance en matière d'énergie ou d'approvisionnement.

Kiev, Benghazi, Suez, la mer Egée, le Pirée, etc. : les activités et les positionnements des "nouveaux" voisins sont d'ampleur non négligeable pour la Suisse, comme pour l'Europe. Nous aimerions discuter avec nos expert·e·s de ce nouveau voisinage et soulever la question de leur impact sur la politique de sécurité et de paix de l'Europe et de la Suisse en particulier.

[Détails et inscription](#)

MARCHÉ DE PÂQUES 2022

18 avril 2022, 13:00 – 17:00

La protection du climat et la politique de paix doivent être pensées ensemble. Ensemble, nous donnons un signal. En raison de l'actualité, l'accent sera mis sur la guerre en Ukraine.

Un programme passionnant vous attend avec des interventions de Stefan Salzmann (Action de Carême/Alliance climatique suisse) et d'autres oratrices et orateurs.

L'accompagnement musical sera assuré par le Tzupati Orchestra.

[Détails et inscription](#)

MASTERCLASS KOFF – CONSOLIDATION DE LA PAIX EN MILIEU URBAIN (en anglais)

26 avril, 14:00 – 17:00 à la kHaus, Basel

La dynamique des conflits et de la violence est en train de changer dans de nombreux endroits du monde. Les chiffres montrent que la majorité des morts violentes ne se produisent plus dans des situations de guerre traditionnelles. On s'accorde de plus en plus à dire que les zones urbaines dans des contextes qui ne sont pas en guerre sont en train de devenir des points de tension, avec des conséquences profondes pour les populations urbaines. Les villes sont souvent perçues comme une source d'opportunités socio-économiques infinies. Cependant, elles sont également caractérisées par la pauvreté, l'exclusion et l'inégalité. Ce thème abordés avec des expert·e·s lors de cette prochaine masterclass de KOFF.

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF
Contact	Steinengraben 22, 4051 Bâle, Suisse Tél.: +41 61 551 56 56
Rédaction	Sanjally Jobarteh, Chiara Lanfranchi
Traduction	Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen
Couverture	Camion surchargé, Guatemala. Michiel Ton/Unsplash

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hirondelle	mission 21
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	miva – transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide
APRED	Graines de Paix	aux réfugiés
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Brigades International
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans ar-	Suisse
Brücke · Le pont	mée	Peace Watch Switzerland
cfid	HELVETAS Swiss Intercooperation	Quaker United Nations Office
Conseil suisse pour la paix	IAMANEH Suisse	Solidar Suisse
Croix-Rouge Suisse	ICP	SOS Village d'enfants
DCAF	Initiative de Lucerne pour la paix	Stiftung für Integrale
Eirene Suisse	et la sécurité (LIPS)	Friedensförderung
Femmes de Paix Autour du Monde	Interpeace	Swiss Academy for Development
Femmes pour la Paix Suisse	Ligue Suisse des femmes catho-	SWISSAID
Fondation Caux – Initiatives et	liques	Terre des Femmes Suisse
changement	medico international suisse	terre des hommes schweiz
	MIR Suisse	